

FACE AU RISQUE DE DÉPRESSION, L'EUROPE DOIT SE PRÉPARER À DE GRANDS CHANGEMENTS

Philippe Herzog



Des mesures exceptionnelles de sécurité sanitaire sont prises pour endiguer l'épidémie du Coronavirus. Elles entraînent un arrêt d'activité qui risque d'être long. Le Gouvernement français mobilise des fonds publics importants pour soutenir les revenus des salariés et des travailleurs indépendants, il offre des garanties afin que les entreprises disposent des crédits nécessaires pour ne pas tomber en faillite. Il fait bien mais les garanties et les prêts ne suffiront pas quand une dépression économique globale menace. L'Union européenne accepte que les déficits se creusent mais c'est bien trop peu. La solidarité entre les Etats n'est pas au rendez-vous, or leurs facultés d'action sont inégales. L'Union devrait d'offrir elle-même des ressources exceptionnelles, mais elle ne le fait qu'à un niveau insignifiant.

Il n'est pas exclu que plusieurs vagues d'épidémie aient lieu, et croire à un rebond durable de l'économie au deuxième semestre est illusoire. Partie de l'économie réelle, la crise va se poursuivre dans la sphère financière. De la mi-janvier à la mi-mars la chute des Bourses a représenté des pertes de plus de dix trillions d'euros dans les bilans. Sur les marchés obligataires, les investisseurs fuient les risques et la pression est renvoyée vers des systèmes bancaires qui ne sont pas en bon état. L'intervention publique des Etats va devoir s'amplifier, des plans de relance massifs seront nécessaires, mais même si de nouveaux moyens sont envisagés au prix de nouvelles dettes, des investissements pertinents ne se déclenchent pas du jour au lendemain. L'Allemagne et d'autres Etats refusent encore de doter l'Union d'une toute capacité d'emprunt et d'augmenter son budget.

Il faut une stratégie européenne face à la nouvelle crise de l'économie globale

En 2008, la crise a éclaté dans la sphère financière à cause d'une suraccumulation de capitaux exigeant des rentabilités insensées, accompagnée d'une crise de surendettement. Des « innovations » perverses ont permis la contagion des créances douteuses partout dans le monde. Depuis 2009, des mesures d'assainissement du système bancaire ont été prises mais l'enflure boursière spéculative et celle des dettes obligataires sont reparties de plus belle. Cette formidable bulle devait éclater, beaucoup d'analystes le prévoient dès l'été 2019, et j'étais de ceux qui annonçaient le caractère inéluctable d'une récession.

Manifestement les dirigeants des États n'ont pas utilisé la décennie passée à opérer les réformes structurelles nécessaires et à repenser les politiques économiques. La crise qui est devant nous sera plus sévère que la précédente. Avant même la pandémie, la croissance du commerce mondial s'est interrompue et des phénomènes de rupture des chaînes internationales de création et de production étaient apparents, aggravés par la nouvelle politique américaine et par les confrontations géopolitiques. Maintenant une contraction brutale de la demande est en cours et le choc de l'offre est sous-estimé. Alors que les besoins de liquidité et de cash sont massifs, le système financier est déstabilisé et on annonce déjà des faillites de fonds d'investissement. Les banques centrales vont devoir acheter massivement des obligations d'entreprises et aussi des dettes d'Etat (à commencer par l'Italie). La BCE vient de commencer et c'est précieux. Mais cela ne suffit pas. Certains économistes disent que les gouvernements devraient jouer le rôle d'assureurs en dernier recours pour les entreprises et les particuliers afin d'empêcher la multiplication de faillites. Mais pour combien de temps ?

Des plans de relance de grande amplitude de l'économie ont eu lieu aux États-Unis et en Chine en 2009, alors que l'Europe n'a rien fait de comparable à l'époque. La crise financière s'est prolongée ensuite en crise de l'Eurozone faute de solidarité envers les pays les plus faibles. Aujourd'hui les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni préparent à nouveau des programmes de relance publics, mais ce n'est pas toujours le cas au niveau de l'UE. Certes, ses institutions ont annoncé la poursuite et l'augmentation du plan Juncker (lancé en 2014). Mais il n'est absolument pas à la mesure des défis. Il ne repose que sur l'appel aux investisseurs privés en leur offrant des garanties publiques, parce que les États européens refusent à l'Union la capacité de décider et de mettre en place elle-même les investissements transfrontières d'intérêt commun indispensables pour la solidarité et le développement. On n'a pas tiré les leçons de la crise grecque, pourtant elle n'est pas si éloignée. L'Italie, qui ne s'est jamais remise de la crise de 2008, est aujourd'hui la première victime d'une carence de solidarité européenne.

Il faut repenser aussi toute la politique de marché de l'Union, elle ne repose que sur des règles de concurrence et, sauf dérogations, les aides et interventions publiques

ne sont pas permises, ce qui entrave toute politique industrielle et de restauration des biens publics. D'autre part, la coordination entre les États est dérisoire. Pourtant des carences sont visibles dans tous les domaines des biens essentiels : éducation, santé, habitat, énergie, transports...

Le Green deal et la maîtrise des données manquent de crédibilité

Une volonté d'agir commence à apparaître sur les territoires, là où les gens vivent, et c'est très positif. Mais la vision d'un nouveau type de développement et des moyens pour l'organiser ne sont pas au rendez-vous et la solidarité entre les entreprises et les collectivités publiques à l'échelle de l'Union reste en friche. Le Green deal n'a pas d'assise et ne peut mobiliser en l'état. Une transition écologique durable impliquera des transformations profondes de l'habitat et dans les secteurs d'activité, ce qui risque fort d'aggraver les inégalités sociales et de provoquer des sacrifices pour les populations les plus fragiles. Offrir des compensations sociales par voie budgétaire et fiscale ne suffira pas. C'est encore plus vrai à l'échelle internationale car l'écologie est un enjeu global. Investir massivement en Afrique est indispensable parce qu'elle a impérativement besoin d'une forte croissance pour créer les conditions de vie matérielles d'une population très vaste et très jeune, et pour lui permettre de sortir de la pauvreté. De même, au lieu de nous barricader contre les migrants, il faudra inventer des circulations humaines et organiser des partenariats de grande envergure pour la formation et le co-développement.

Tout ceci n'est absolument pas compatible avec la domination actuelle des nouveaux maîtres du monde que sont les grandes multinationales du numérique et de la finance. Elles gèrent nos données, elles ont le pouvoir de spéculer et d'investir, elles refusent toute mutualisation de ressources pour le bien commun. Elles disposent unilatéralement des nouvelles technologies de l'information et de communication dont nos sociétés sont de plus en plus dépendantes, et tous les spécialistes constatent qu'elles font barrière à la régulation publique. Les dirigeants politiques européens ne s'accordent pas pour combattre cette domination et ils ne parviennent pas encore à faire quelque chose de significatif pour reprendre la main. Certes le combat pour établir la fiscalité des géants du numérique et protéger les données personnelles est important, mais très insuffisant. Il faut créer des infrastructures européennes de traitement des données à des fins d'intérêt public et social.

Il faut constater qu'aux États-Unis, les réactions sont plus vives qu'en Europe à ce sujet. Bernie Sanders ne sera pas le candidat démocrate, mais les idées socialistes sont de retour, elles gagnent une partie importante des électeurs et les salariés des GAFAS engagent un combat difficile pour créer leurs syndicats et établir une éthique. Le bien-fondé de la propriété privée du capital est ouvertement contesté et on envisage d'accroître significativement l'impôt sur la fortune.

Mobiliser les travailleurs et les entreprises pour préparer une relance durable de l'économie

Tous les jours, des travailleurs inquiets demandent leur « droit de retrait », qu'ils exercent dans les secteurs de production ou ceux des services. Comment faire pour conjuguer protection et redéploiement d'activité (dont le télétravail fait partie) ? Une question très difficile qui pose d'abord celle de la bonne information. Par ailleurs, le Gouvernement a raison de vouloir nationaliser pour renflouer les entreprises en difficulté quand c'est nécessaire, mais il faut plus généralement préparer la sortie de crise. Les administrations d'Etat sont incapables de mettre en place elles-mêmes les investissements publics. Je propose d'organiser des partenariats entre les collectivités publiques et les entreprises privées et de mutualiser des ressources dans chaque pays et à l'échelle de l'Union, pour offrir de fortes incitations fiscales et sociales à cet effet. C'est le moment de relancer le concept d'identité d'entreprises européennes que nous envisagions dans les années 2000, dédiées à la réalisation d'objectifs de développement régionaux et communautaires. Elles devront concevoir de nouveaux critères de productivité, d'innovation et d'efficacité des investissements et des financements. Il faudra accroître fortement les dépenses pour les qualifications et les capacités humaines, et réduire massivement l'accumulation spéculative du capital à des fins privées et les rentes qu'elles entretiennent. Conjuguer compétitivité et coopération est un défi historique à relever du local au global, entre les nations européennes et à l'échelle de l'Europe.

Il prendra tout son sens dans le cadre d'une politique industrielle européenne. Son absence actuelle est effarante. Face à l'épidémie, la France est incapable de fournir les équipements nécessaires. La Chine y pallie partiellement, ce qui confirme qu'une re-fragmentation du monde doit être évitée. Fermer les frontières est un remède illusoire, à ne pas confondre avec un contrôle sanitaire de la circulation des personnes et des biens. La mise en place d'une stratégie industrielle n'aura pas pour but d'établir une autarcie mais de construire un espace productif capable d'initier un développement écologique et humain en résistant à des chocs majeurs et en donnant assise aux solidarités entre Européens. La cohésion de l'Union européenne est à ce prix.

Endiguer l'épidémie du coronavirus et préparer les changements nécessaires des systèmes et des politiques économiques sont des enjeux démocratiques majeurs

Les Etats demandent une discipline mais elle ne sera viable que si les gens acquièrent conscience et volonté de participer aux décisions et à leur mise en œuvre.

Les potentiels existent dans la société, mais les réaliser exigera de gros efforts d'éducation et d'apprentissage pour partager les responsabilités et les solidarités. La croyance dans la vertu intrinsèque des nouvelles technologies et la fiabilité de leurs applications, l'absence de prospective dans l'espace public, l'usage de chiffres sans les contextualiser ni les comprendre, sont des handicaps lourds. Si le sens de responsabilité dont font preuve la plupart des experts est incontestable, le règne de l'expertise à défaut d'une politique d'acquisition des connaissances par des populations elles-mêmes engendre un relativisme corrosif et une généralisation de la méfiance.

Faire appel à la discipline individuelle et collective en prenant appui sur la science et en appelant à la raison ne va pas de soi. Les institutions ont trop tardé à répondre aux cris d'alerte des personnels de la santé publique depuis des années, aux protestations des populations, aux signes évidents d'obsolescence des hôpitaux et services publics. Le président français parle de « guerre », mais ce terme est inapproprié quand il s'agit d'un combat collectif à mener contre une pandémie. D'autant plus qu'il faut tous nous préparer à une mobilisation pour régénérer l'activité économique. A défaut le risque est grand de voir proliférer des réactions sociales et des mouvements qualifiés de « populistes ». Or ceux-ci nous renvoient en miroir les défaillances et les biais profonds du libéralisme. Vouloir le défendre au lieu de le repenser est une impasse. Faut-il continuer à donner des leçons et appeler la Pologne, la Hongrie et d'autres pays à la cohésion, alors que les Etats occidentaux restent incapables d'assumer des solidarités ? Faut-il qualifier Boris Johnson de populiste quand, pour relancer les investissements publics dans son pays, il ne veut pas se plier aux règles commerciales de l'Union européenne alors qu'elles s'opposent aux aides publiques ?

Préparer les Européens à la relance du projet d'Union politique

La liberté est une impasse quand la volonté de partager et d'agir ensemble n'est pas au rendez-vous, et la valeur fraternité devrait englober la valeur liberté. Relancer le projet d'unité politique de l'Europe est une nécessité vitale, et il devra se concevoir dans une perspective de civilisation mondiale.

L'idée d'une fédération pacifique a été portée par de grands esprits, comme Kant, Saint-Simon et bien d'autres, mais elle n'a pas pu s'enraciner dans la conscience populaire. Encore aujourd'hui nos valeurs et préjugés, nos récits et nos légendes, nos organisations, restent étroitement nationaux. L'indifférence menace le devenir de l'Union. Il faut à tout prix la renverser en adhésion à un projet de refondation. Les Etats qui se veulent souverains sur leurs territoires et providences pour les citoyens nationaux, à l'exclusion des non nationaux, font obstacle à cette œuvre de fédération des peuples.

La renaissance d'identités locales et nationales traduit des volontés populaires qui seront cruellement déçues si l'Union se décompose. Il faut créer une Union européenne féconde et solidaire.

Avec *Les Entretiens Européens & Eurafricains* et nos partenaires, nous développons le séminaire *Europe 21*, une initiative visant à créer un dialogue fructueux avec des acteurs de plusieurs régions du monde afin de mieux les connaître, de partager une vision des enjeux contemporains et d'envisager de nouvelles coopérations. Dans les années 1990, la formation d'une société civile européenne a commencé à voir le jour, mais depuis 20 ans cette perspective s'est éloignée et au lieu de se rapprocher des citoyens, les institutions européennes ont peur et s'en éloignent. Il faut renverser cette tendance désastreuse pour l'avenir et faire appel aux peuples européens qui par leurs luttes émancipatrices pourront refonder leur Union et nourrir l'espérance.

Vers une nouvelle vision de l'Europe et de l'humanité

Essayons de restaurer progressivement l'image d'un groupement de nations capable d'une construction unitaire cohérente et pacifique. Notre communauté a représenté un modèle que d'autres régions du monde ont salué, voire envié, mais ce n'est plus le cas. L'Europe ne doit pas seulement se repenser dans son intérêt, elle devra partager les défis de la solidarité et de la paix à l'échelle du monde. Au lieu de donner les leçons en prétendant que nos valeurs et nos règles ont valeur universelle, il nous faut apprendre à nouer des liens de reconnaissance mutuelle et de fraternité avec des autres régions du monde. Chacune peut trouver dans sa culture des dimensions de valeur universelle que nous devons tous apprendre à partager. L'Europe doit revoir ses alliances, refuser les logiques de blocs de puissances, imaginer une nouvelle architecture des institutions mondiales. L'Organisation mondiale de la santé a été la première institution à avertir des risques de pandémie, elle devrait être dotée de nouveaux pouvoirs. En disposant de moyens d'initiative adéquats pour que la santé puisse devenir un bien public mondial, elle incitera les États à établir leurs devoirs de solidarité. Elle pourrait appeler à la mobilisation des acteurs sociaux. Par exemple, alors que le transport

aérien est à l'arrêt, les professionnels pourraient redéployer leur activité pour aider les services de santé nationaux.


Les gens demandent à leurs institutions de les protéger, mais aujourd'hui elles les emprisonnent quand elles font obstacle à leur participation et à leurs solidarités. Dans le monde entier des populations courageuses luttent pour réinventer les démocraties. Au lieu de cultiver le scepticisme ou le mépris, saluons les efforts des Africains ou des Iraniens, plus déterminés, plus confiants et plus courageux que les nôtres.

Dans l'essai que je viens de publier¹, je reviens sur la très longue histoire de la démocratie. Elle n'est pas une essence séparable des contextes socio-historiques. La démocratie d'assemblée, dont Athènes fut le modèle, s'inscrivait dans une société patriarcale et esclavagiste. Cette époque est derrière nous. La démocratie moderne représentative où les peuples délèguent leurs choix collectifs à des élites et à des partis politiques est de plus en plus ébranlée. Le temps d'une démocratie de participation est en gestation. Elle ne pourra éclore sans que les citoyens puissent développer leurs facultés en partageant des biens communs et en les réinventant. Apprendre à agir localement et en solidarité aux échelles plurinationales et mondiales doit devenir le quotidien des individus et de leurs groupements.

Dans la dernière décennie les populations ont commencé à prendre la parole, elles s'intéressent à la chose publique, elles contestent les choix des dirigeants. Mais la pratique des contre-pouvoirs et l'usage des réseaux sociaux comportent d'étroites limites, et ne vont pas sans effets pervers. Il est urgent de redéfinir le rôle de nos associations et organisations sociales et d'innover. La convergence des luttes sociales ne doit pas rester défensive, elle doit faire place à l'autocritique pour devenir véritablement créative et constructive. Le lien entre comprendre et agir doit se recréer collectivement et ne pas rester l'apanage de professionnels. Une nouvelle vision de l'humanité et de nouveaux chemins de liberté sont en jeu.

Paris, le 19 mars 2020

¹ « Les trois luttes de l'Homme européen. Plaidoyer pour une politique de civilisation ». Edité par ASCPE, dans la collection Europe 21. Paris, mars 2020.




Les trois luttes de l'Homme européen
Plaidoyer pour une politique de civilisation
Philippe Herzog

Une autre vision de l'humanité
Une économie du partage
Une régénération de la démocratie

Découvrez le dernier essai de Philippe Herzog
Collection « Europe 21 »

Prix du livre 10 €
Livre numérique 7,90 €



Les Entretiens Européens & Eurafricains
4 rue Froidevaux, 75014 Paris
Port.: 00 33 (0) 6 72 84 13 59
contact@entretiens-europeens.org
www.entretiens-europeens.org



Les Entretiens Européens & Eurafricains
4 rue Froidevaux, 75014 Paris
Port.: 00 33 (0) 6 72 84 13 59
contact@entretiens-europeens.org
Disponible sur le site
www.entretiens-europeens.org